

Act Up-Paris, l'archive et ses révolutions

Act Up-Paris, the archive and its revolutions

Renaud Chantraine



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insituarss/2278>
ISSN : 2680-4972

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Renaud Chantraine, « Act Up-Paris, l'archive et ses révolutions », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [En ligne], 3 | 2022, mis en ligne le 15 décembre 2022, consulté le 16 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insituarss/2278>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2022.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Act Up-Paris, l'archive et ses révolutions

Act Up-Paris, the archive and its revolutions

Renaud Chantraine

- 1 L'un des points d'entrée dans le déroulement de mon enquête¹ sur les archives d'Act Up-Paris a été la prise de contact avec Tom Craig, un photoreporter d'origine américaine installé à Paris. Parallèlement à ses études à la New York University à la fin des années 1970, Tom Craig photographie les manifestations de rue du mouvement gay. En 1994, alors qu'il est installé à Paris depuis plusieurs années, il commence à documenter les actions d'Act Up-Paris² (association de lutte contre le sida issue de la communauté homosexuelle créée en juin 1989, et s'inspirant du modèle d'Act Up-New York, fondée deux ans auparavant) ainsi que d'autres associations de lutte contre le sida comme AIDES ou les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence. Il mènera cette activité de manière quasiment ininterrompue jusqu'à aujourd'hui, tout en devenant membre à part entière de l'association. En le rencontrant à son domicile le 6 janvier 2016, je commence à appréhender la complexité du sujet des archives. Lors de l'entretien, le photographe m'initie à l'histoire d'Act Up dont il est membre et que je connais mal à l'époque. L'association évolue au fil du temps, comme si elle avait une vie. Si des milliers de personnes sont passées par Act Up-Paris, en 2016 il n'en reste plus que quelques-unes ; les anciens attendent les nouvelles générations pour venir les remplacer, mais elles ne viennent pas. Pour Tom Craig, le travail effectué par les uns et les autres constitue la « politique à Act Up » et devient « avec le temps qui passe [...] notre patrimoine aujourd'hui », « une énorme archive de choses ».
- 2 « Garder la mémoire, archiver toutes les choses qu'on fait » : il y a toujours eu, dans ses souvenirs, quelqu'un à Act Up-Paris pour s'en occuper, chacun avec « sa propre méthode, méthodologie ». Dès le début ? Pour lui, oui. Parce que l'un des fondateurs, Didier Lestrade, parce que journaliste, « était sensible aux archives et à la mémoire ». Ce dernier, me dit Tom Craig, aurait constitué « une collection [...] de son côté, mais qui n'est pas intégrée dans » celle de l'association. Tom Craig a aussi remarqué qu'avec le

temps, « les choses disparaissent » ; lorsque quelqu'un meurt ou que l'on déménage, les affaires sont jetées. Il appelle ça « le problème des archives ».

- 3 Chez lui, dans sa « collection », qu'il appelle aussi son « archive », il possède plus de 100 000 images. Leur valeur évolue, de commerciale elle devient « historique », puisque « maintenant, c'est de l'histoire ancienne, ça n'intéresse plus les médias, mais ça peut intéresser des collectionneurs ou des gens qui écrivent l'histoire ». Trente ans de travail quotidien. Difficile de savoir quoi en faire. Et surtout il a peur : « peur qu'elles soient perdues après [sa] disparition », que tout ce temps et ce travail s'évaporent. Il me dit avoir attendu des années qu'« une institution [soit] formée à Paris pour l'histoire gay, mais ça ne s'est jamais fait ». Aujourd'hui, il n'y croit plus vraiment. Il souhaitait « avoir une place » pour ses photographies, pour qu'elles restent après lui. Il les a données au Mucem en 2013³ ; « je crois que c'est vraiment un événement de convaincre le Mucem d'accepter notre collection », me dit-il.

Figure 1



Préparation d'une vidéo par Act Up-Paris, 1995. Photographie conservée au Mucem, fonds Tom Craig (inv. Ph.2014.1.1856). Cette image fait partie des 2592 diapositives données par le photographe au Mucem peu après son ouverture en 2013.

© Tom Craig / reproduction Mucem.

Figure 2

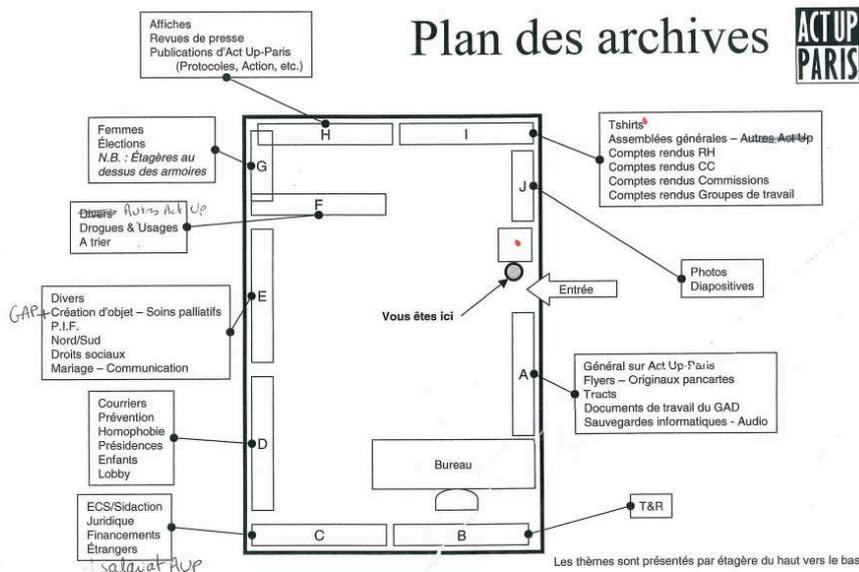


Manifestation du 1^{er} décembre 1997 (Journée mondiale de lutte contre le sida). La banderole, coupée au cadrage, porte le slogan « Par le sang. Par le sperme. Par la loi ». Photographie conservée au Mucem, Fonds Tom Craig (inv. Ph.2014.1.1866).

© Tom Craig / reproduction Mucem.

- 4 Dans le même temps, il a aussi posé à Act Up-Paris la question « de savoir ce qu'on allait faire de nos archives », parce que, pour lui, l'association ne pouvait pas les garder éternellement, surtout dans un local trop grand et trop cher. « Il fallait réduire les coûts pour survivre », réduire les coûts et faire des coupes, en se débarrassant d'une partie « des choses qu'on avait faites avant. »
- 5 Cette première entrée en matière laisse apparaître la complexité du sujet des archives d'Act Up-Paris. Tom Craig a accumulé de nombreuses images des actions de l'association. Si ce travail documentaire participe de la mémoire du groupe, il peut également être considéré comme un patrimoine, qu'il s'agirait de transmettre et de pérenniser. Or, les mots de Tom Craig indiquent qu'en 2016, au moment de notre entretien, l'association rencontrait des difficultés humaines et matérielles : à recruter de nouveaux membres, à se maintenir dans un espace coûteux. Cette situation de départ renvoie également, presque par allusion, à la fois à l'organisation interne des archives de l'association Act Up-Paris – qui implique de s'intéresser à la manière dont elles sont pensées par les militants – et aux choix, presque cornéliens, qui s'offrent ou s'imposent à elles et eux quant à savoir à qui, quand et comment transmettre les traces des luttes individuelles et collectives.

Figure 3



Plan des archives au local d'Act Up-Paris, non daté, conservé aux Archives nationales, fonds Act Up-Paris (inv. 20140474/258). Les légendes témoignent de la diversité des thématiques et des supports qui façonnent la mémoire de l'association. Le transfert à partir de 2014 de ces contenus aux institutions patrimoniales, entre Archives nationales et Mucem, produira une séparation par type de supports : « archives » d'un côté, objets de l'autre.

Reproduction Archives nationales.

L'archive électrochoc

- 6 La conclusion du rapport d'activité 1997-1998 d'Act Up-Paris, clôturant la première année de présidence de Philippe Mangeot⁴, porte un titre en capitales « POUR UN ELECTROC » :

Quitte à nous lancer dans des considérations qui ne ressortissent pas des attendus traditionnels d'un rapport d'activité, on voudrait ici lancer quelques pistes, et voir comment pourraient se nouer l'expérience 97-98 et l'avenir éventuel d'Act Up-Paris. [...] On pourrait à ce titre considérer le travail lancé par la secrétaire d'Act Up cette année comme un signe. Cette année a en effet vu la création d'un GAD – Groupe Archives et Documentation – qui s'est donné pour mission de reconstituer les archives très lacunaires de l'association, de les centraliser et d'en rationaliser l'accès. [...] Sa fonction est d'abord de rendre plus accessibles des documents et une mémoire des dossiers suivis par Act Up, afin de permettre à tous les nouveaux militants de se réappropriier l'ensemble du travail effectué sur un sujet au moment où ils s'apprentent à s'y affronter. Les exemples sont légion, en effet, dans l'histoire d'Act Up-Paris, de dossiers abandonnés avec le départ ou le décès d'un(e) militant(e), qui doivent repartir à zéro, faute d'archives disponibles. Le GAD ne prétend rien clore : il contribue à rendre possible au contraire la pérennisation du travail d'Act Up. Il est, de fait, très symptomatique que le GAD ait été investi dès sa création par des jeunes militants. C'est aussi une façon pour eux de se saisir d'une histoire qui échappe et qu'ils ont manquée. C'est encore leur manière de signifier

aux militants archaïques la nécessité d'une transmission et d'un héritage : par-là s'affirme une fois de plus l'existence d'une relève⁵.

- 7 L'extrait offre un aperçu des intentions et des fonctions de ce nouveau groupe de travail interne à Act Up-Paris, créé juste après la mise sur le marché des trithérapies. Le GAD avait une mission première : rassembler et organiser les papiers dispersés. D'abord moyen et outil du travail militant (suivi des dossiers), l'archive devient ensuite un véhicule de transmission de la mémoire associative et représente enfin la possibilité qu'une nouvelle génération activiste se saisisse de ce que les précédentes ont à lui transmettre.

Un écosystème vertueux

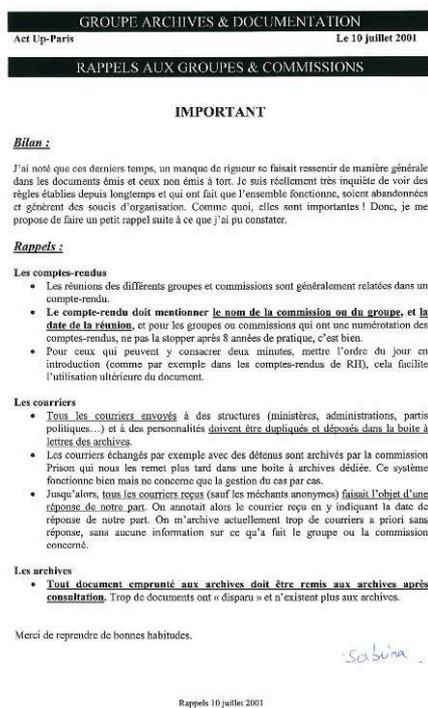
- 8 Claire Vannier⁶, élue secrétaire générale d'Act Up-Paris en 1997, me raconte la manière dont le groupe a fonctionné à ses débuts et à quoi ressemblait l'espace qu'il occupait⁷ : « Ça a été en deux temps. On avait vraiment un tout petit... placard. » Un « trou perdu » dans une pièce sans fenêtre :

Il y avait déjà pas mal de cartons, on a commencé à éplucher, ensuite on a dû faire le tour des commissions, en essayant de récupérer des archives [...]. Certains étaient réfractaires : c'était leurs archives, ils en avaient besoin, potentiellement ils pouvaient y retourner, enfin voilà on a eu des objections, et puis toutes les commissions qui n'étaient plus actives – je pense à la commission « Banlieues », ou la commission « Jeunes » – ça, au contraire, ça arrangeait certains de dégager un peu de la place et de nous refourguer un petit peu tout quoi.

- 9 Claire Vannier n'avait aucune pratique préalable de l'archivage, peu importait : de toute façon « à Act Up, on apprenait tout les uns des autres ». Apprendre, en classant, à classer, apprendre l'histoire d'Act Up, retrouver les traces et les lignées d'anciens militants dont elle entendait souvent parler, « mieux comprendre les tenants et les aboutissants [...], replonger [...] dans les racines de cette lutte », cette lutte contre la mort où elle s'était elle-même engagée en rejoignant l'association. Pour elle, « c'était passionnant, touchant, un gros mélange ».
- 10 Sabrina Garnier⁸ rejoint le petit groupe initialement formé par Claire Vannier, avant d'en devenir responsable avec un autre militant, Daniel Germain, entre 1999 et 2008. Dans le lieu dédié aux archives et à la documentation, elle passait « des dimanches entiers », souvent aidée par « les nouveaux ». Du travail à faire, il y en avait : ordonner des piles de documents quand tout était mélangé. Identifier et classer par thèmes des boîtes, alimentées épisodiquement par « les commissions, les salariés, les gens élus ». Installer des étagères, poser des étiquettes – « refaites moult fois ». Au fur et à mesure, le classement s'est affiné, produisant un effet en retour : cet ordre nouveau, issu d'une pratique itérative, invitait les militants d'Act Up à mettre « d'eux-mêmes » les documents apportés au GAD « au bon endroit ». Venant du monde de l'informatique, ce côté « codification » ne lui était pas totalement étranger, même si elle concède qu'elle n'avait « jamais fait d'archivage », que ça n'était pas son « métier ». Commencer par aider avec les archives, était-ce une forme d'initiation ? Initiation permettant de prendre « confiance » en leur propre capacité à agir au sein de l'association. Lire des documents, les photocopier, ranger, découvrir un dossier, s'intéresser à tel ou tel sujet pour pouvoir à son tour le porter au sein du reste du groupe. L'ancienne responsable du GAD décrit un écosystème vertueux, « bénéfique pour l'association ».

- 11 Au tout début, la pièce devait faire une vingtaine de mètres carrés, sans fenêtre. Au bout d'un moment, il est décidé d'y installer « le local à t-shirts » et de déménager le GAD dans une autre pièce dotée d'un bureau et d'un ordinateur, un lieu beaucoup plus grand et dont les baies vitrées ouvraient sur le couloir. Pour les espaces bénéficiant d'une lumière directe du jour, priorité était donnée aux salariés de l'association. De toute façon, une trop forte exposition est néfaste à la conservation des archives.

Figure 4



Ce document traduit le souci d'une recherche d'efficacité dans la politique d'archivage interne. L'identification des documents se doit d'être précise afin de permettre leur classement par les membres du Groupe Archives et Documentation (GAD). Document conservé aux Archives nationales, fonds Act Up-Paris (20140474/258).

Reproduction Archives nationales.

La problématique de fétichistes

- 12 Ces documents et le lieu qui les accueillait étaient-ils totalement libres d'accès ? Sabrina Garnier se souvient avoir assez rapidement été confrontée à « une problématique » qu'elle appelle, amusée, des « fétichistes ». Si la porte restait ouverte, elle constatait que « beaucoup de choses disparaissaient ». La pièce fut alors fermée à clé – mais plusieurs jeux circulaient. Elle décrit cette clôture comme l'instauration d'une « barrière psychologique », destinée à « montrer que c'était des objets précieux », que là n'était pas un endroit où l'on pouvait se servir librement. Le « taux de disparition » a alors baissé très fortement. Les « fétichistes », Sabrina Garnier se met en quelque sorte à leur place quand elle analyse que « pour beaucoup, c'était leur histoire personnelle ». Il arrivait par exemple que viennent au GAD, après le décès de leur compagnon, des personnes qui cherchaient à retrouver des traces du défunt : les

« moments importants » où celui-ci avait milité, les actions auxquelles il avait participé ou encore une publication dans laquelle il aurait pu être mentionné. Leur lien avec les archives était ici, pour elle, « affectif ». Parfois, de ces instants, « il ne leur restait plus rien ». Alors, quand ils trouvaient une trace, ils désiraient rentrer chez eux avec ce souvenir. Une manière, en quelque sorte, de « se rapprocher ».

- 13 Au GAD, il n'y avait pas que des papiers – ce qu'on visualise généralement quand on pense aux « archives ». Sabrina Garnier me raconte qu'y étaient aussi conservées des pancartes, ou encore d'envahissantes banderoles qui n'étaient plus utilisées – si elles l'étaient encore, elles étaient alors stockées dans un autre espace, le GAP : Groupe Actions Publiques –, ainsi qu'une grande quantité d'affiches et « un certain nombre d'objets⁹ ». Ces productions, multiples et protéiformes, pouvaient être « réutilisées, comme modèle ou comme inspiration ».

Figure 5



Cette paire de chaussure à talons en plastique de la marque Xuly Bêt était destinée à être portée à l'occasion de manifestations contre le sida. Réalisée en 1995, elle a été conservée au sein du Groupe Archives et Documentation (GAD), avant d'être donnée, avec de nombreux autres objets, aux collections du Mucem (inv. 2018.75.165.1-2) en 2018.

© Marianne Kuhn (Mucem).

L'archive, produit d'une nécessité

- 14 Le 21 juin 2001, une rencontre sur le thème « Archives du sida : état des lieux et perspectives¹⁰ » est organisée dans le petit auditorium du musée national des Arts et Traditions populaires¹¹. Deux femmes représentent Act Up-Paris : Sabrina Garnier et la présidente de l'époque, Emmanuelle Cosse¹². La première revient sur l'origine du groupe dont elle porte la charge en rappelant que le GAD est le produit d'une « nécessité ressentie par les membres de l'association ». Elle évoque deux de ses fonctions, « faire le bilan sur un dossier », « l'expliquer aux nouveaux militants qui reprennent », et indique que bien que « le travail de recensement » et de tri ne soit pas

« finalisé [...], les archives constituent un outil de travail ». Elle s'inquiète néanmoins du fait qu'« au bout de douze ans d'existence de l'association », le « volume » à archiver soit considérable et que l'espace dédié à ce travail arrive, déjà, « à une certaine saturation. »

Figure 6



Une des premières réalisations du Groupe Archives et Documentation (GAD) a consisté en la création d'une base de données, Archibald. Chaque commission avait été contactée afin d'identifier des mots clés permettant la construction d'un index. Chaque document versé au GAD était assorti d'une fiche descriptive, ensuite saisie dans le système informatique. Le serveur a grillé en 2008. Document conservé aux Archives nationales, fonds Act Up-Paris (inv. 20140474/258).

Reproduction Archives nationales.

- 15 Emmanuelle Cosse ajoute quelques précisions au discours de sa camarade militante. Selon elle, la création de ce groupe dédié à l'archivage représente une « vraie révolution ». La quantité de papier produite à Act Up-Paris est à l'époque « hallucinante puisque tous les mardis soir depuis 1989 » sont distribuées en réunion hebdomadaire (RH) « entre 20 et 50 pages de documents ». Même si la présidente de l'association considère qu'Act Up « ne milite pas dans une idée de mémoire », elle reprend pourtant le terme de « nécessité » employé par Sabrina Garnier, qu'elle développe dans plusieurs directions :

La nécessité d'avoir ces archives est due au fait que beaucoup de militants sont décédés ou partis et il faut pouvoir transmettre le message politique aux jeunes de 20 ans qui arrivent aujourd'hui. C'est une nécessité politique pour le groupe, de pouvoir leur dire : voilà ce qu'on a fait en 1992, pourquoi on l'a fait, comment ça s'est passé... [...] On en a besoin. C'est primordial dans notre combat face aux pouvoirs publics, extrêmement important dans nos rapports de force politiques. [...] On n'est pas des professionnels de l'archive, mais on est obligé de le faire.

- 16 Lors de cette rencontre de 2001, qui intervient quatre ans après la création du GAD, les termes et enjeux de la révolution que représente la mise en place de ce dispositif d'archivage interne se précisent. Sur un plan symbolique, l'entretien de la mémoire apparaît à la fois comme dette envers les disparus et comme héritage à transmettre aux suivants, celles et ceux qui viendront rejoindre les rangs de la lutte. Sur le plan pratique, la centralisation et l'organisation des archives sont pensées comme un instrument, forme d'aide-mémoire permettant d'éviter les ruptures et d'assurer un suivi des dossiers portés par les différentes commissions. L'archive rassemble et accumule preuves et souvenirs, reflets du travail militant soutenant la poursuite du combat politique. Deux figures émergent dans ses marges : fétichistes et réfractaires. Les premiers sont attachés aux traces viscéralement, comme s'ils cherchaient à réactiver ou à restaurer, à travers elles, un morceau d'existence partagée. Faut-il fermer – à clé – l'archive à ces usages ? Les réfractaires gardent sous la main, pour l'instant, des documents qui ne sont, peut-être, pas encore considérés comme des « archives ». Ne deviendrait archive que ce dont on ne se sert plus, dont on se débarrasse ? Pourtant, le GAD n'avait-il pas, justement, cette philosophie de l'archive et la mémoire comme outil ? Avant de faire un bond de plus de dix ans en avant pour s'intéresser au devenir du groupe créé en 1997, et pour mieux saisir les enjeux politiques du positionnement d'Act Up-Paris à la fois face aux pouvoirs publics et face à sa propre mémoire, suivons la manière de penser les archives de deux militants de l'association : Gwen Fauchois et Didier Lestrade.

Figure 7



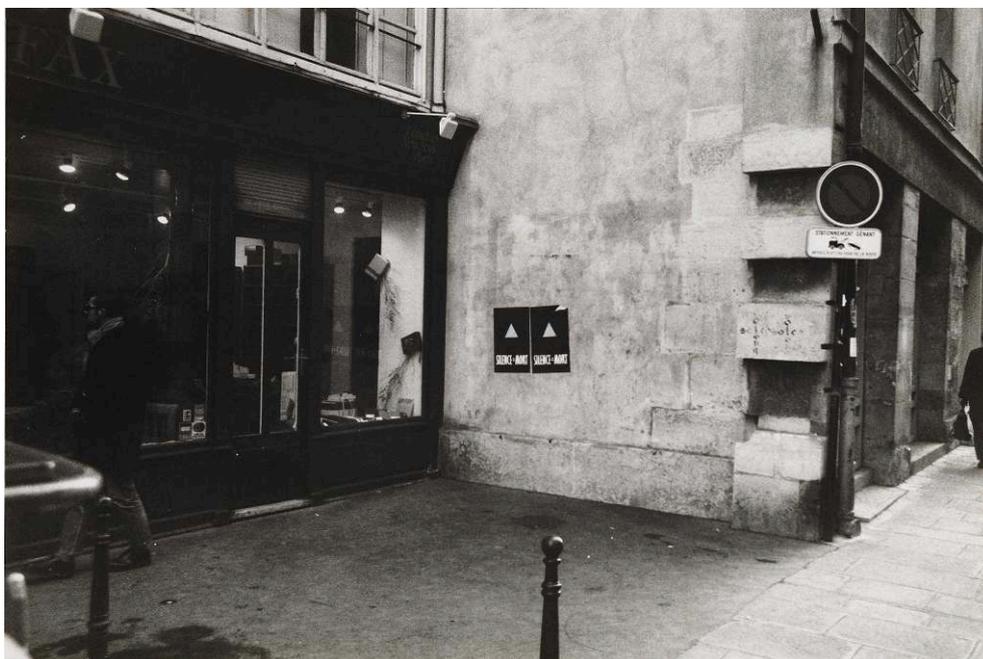
Cadenas, portant des traces d'éclaboussures de faux sang, utilisé pour fermer une chaîne au cours d'un « zap » (action militante spectaculaire) d'enchaînement. Objet conservé au Mucem (inv. 2018.75.139.1-2). Ce cadenas fait partie d'un lot de 266 objets, autrefois conservés au sein du GAD, acquis par le Mucem en 2018.

© Marianne Kuhn (Mucem).

Penser les archives avec Gwen Fauchois

- 17 Au début des années 1990, Gwen Fauchois, jeune lesbienne, assiste à une hécatombe. Autour d'elle, ses amis usagers de drogues « tombent comme des mouches ». Elle habite le 18^e arrondissement, à Paris. Sur les murs de son quartier, les affiches d'Act Up appellent à manifester, dénoncent les politiques du gouvernement envers les toxicomanes ou les personnes sans-papiers, proclament que « SILENCE = MORT ». À la Gay Pride, Gwen Fauchois rencontre les militants d'Act Up et les voit en action. Elle est alors persuadée qu'en tant que lesbienne l'épidémie la concerne et que l'une des causes de sa diffusion sélective est l'homophobie. Elle décide de rejoindre le groupe en colère. Gwen Fauchois entre à Act Up-Paris en juin 1992. Rapidement, elle est chargée de la communication, puis est élue vice-présidente en septembre 1995 ; elle quitte l'association en 1997. Dans un épisode de podcast réalisé par le Collectif Archives LGBTQI¹³ et consacré à sa trajectoire militante, elle revient sur cette période de cinq ans de sa vie, qu'elle désigne comme « la parenthèse Act Up »¹⁴.

Figure 8



Affiches collées à la suite de la Journée du désespoir organisée par Act Up-Paris le 4 avril 1992. Elles font partie d'un vaste ensemble d'objets et de documents donnés par un ancien militant de l'association, Alain Pierre, à Françoise Loux et Stéphane Abriol dans le cadre de l'enquête-collecte « Histoire et mémoires du sida en France, en Europe et en Méditerranée » (2002-2005) du musée national des Arts et Traditions populaires. Cette photographie est aujourd'hui conservée au Mucem (inv. 276W62).

© Alain Pierre / reproduction Mucem.

- 18 En 1992, Act Up-Paris est « un groupe émergent qui fait irruption ». Sa stratégie est alors de choquer l'opinion pour obtenir des réactions. L'époque est profondément marquée par l'urgence. Organisée et structurée, l'association n'a « pas de temps à perdre ». Chaque réunion débute systématiquement par des *feedbacks* sur les actions précédentes ; tout se discute et se vote dans des « formats extrêmement codifiés ». Tout

est encadré. Le positionnement militant et collectif du groupe repose alors sur un « rapport de méfiance » et surtout un « rapport de force » vis-à-vis des pouvoirs publics. Le « cœur du logiciel dans ces années-là » est basé sur une « autonomie politique » :

Rien ne nous a été donné, tout a été arraché. [...] Il n'y avait pas d'attente des politiques, il n'y avait pas de confiance, [...] il n'y avait pas de foi dans les promesses et il était encore moins question de se faire le relai de leurs promesses éventuelles, mais seulement de juger sur pièce ou en acte, et de rappeler constamment, constamment, constamment notre légitimité. [...] Il n'était pas question de délégation aux politiques, parce que la délégation ou la représentation c'est justement ce qui avait conduit à l'hécatombe. [...] C'est l'épidémie qui a fait de nous des militants, c'est l'épidémie qui a fait de nous des combattants, c'est l'épidémie qui a fait de nous des autonomes. [...] On n'était pas contre l'État, non, ce qu'on [voulait] c'est qu'il fasse ce qu'on estim[ait] être son boulot. [...] Pour autant, ça ne veut pas dire qu'il était question de refuser les contacts, bien au contraire : on voulait absolument aller discuter avec eux, aller s'imposer dans tous les lieux de décisions, et s'imposer de force plutôt, sauf qu'on refusait les règles du jeu habituelles. [...] Ces règles du jeu devaient changer [...]. On a dû faire de la politique en même temps qu'on devait enterrer nos morts [...]. C'est une violence supplémentaire de ne pas avoir le temps de pleurer, ou de pleurer en devant écrire un communiqué de presse, ou en commandant un cercueil, ou en apprenant à le porter sans le faire tomber, ou en négociant avec la Préfecture où on va le faire passer, [...] ou en appelant les journalistes pour leur annoncer que le président d'Act Up est mort cette nuit, et qu'on vous demande... : « Ah bon ? De quoi ? » (Gwen Fauchois, avril 2019.)

Figure 9



Manifestation du 1^{er} décembre 1997 organisée par Act Up-Paris. Photographie conservée au Mucem, fonds Tom Craig (inv. Ph.2014.1.1863).

© Tom Craig / reproduction Mucem.

- 19 En 1997, après l'arrivée des trithérapies, plusieurs militants d'Act Up-Paris mettent fin à leur engagement au sein de l'association. C'est le cas de Gwen Fauchois, qui constate

que cette vague de départs n'est sans doute « pas sans rapport avec les difficultés de transmission qu'on connaît aujourd'hui ». Parce que « la temporalité de l'épidémie [avait] changé », marquant un passage « de l'action désespérée à quelque part où le futur est redevenu possible ». Quitter Act Up pour « se reconstruire » en tentant d'oublier la douleur, parce qu'on est « épuisé », pour enfin pouvoir faire les deuils laissés en suspens, ceux des « amis, [des] amants qu'on avait pu perdre, mais aussi faire le deuil de son propre militantisme. [...] Ne pas se rappeler cette douleur, c'était aussi épargner les suivants. Si on avait milité comme ça, si on avait souffert et lutté comme ça, c'était aussi pour que d'autres n'aient pas à connaître cet épisode. » Quitter Act Up, oublier la douleur, « refermer la parenthèse ».

- 20 Lors d'une table ronde intitulée « Le sida, la conservation de ses mémoires et l'entrée des mémoires LGBTQI dans les archives », organisée en mai 2018 par le Collectif Archives LGBTQI à Paris, l'ancienne vice-présidente d'Act Up-Paris a choisi de revenir sur la même période que celle évoquée dans l'épisode du podcast, celle de sa « parenthèse Act Up ». Pour introduire son intervention¹⁵, elle se réfère à la sortie très médiatisée du long métrage *120 battements par minute*, réalisé et scénarisé par deux anciens militants de l'association, Robin Campillo et Philippe Mangeot¹⁶. Son intrigue se déroule au temps où Gwen Fauchois était à Act Up, sauf que le scénario relève, pour elle, « de l'autofiction semi-collective, [...] non de l'histoire, mais d'un point de vue sur celle-ci. Avec des effacements, des points aveugles, des choix politiques ». Le film et les questions qu'il soulève, comme le sujet de la table ronde, renvoient tous deux, selon ses mots, à « une forme d'entrée dans la patrimonialisation ». Or celle-ci, juge-t-elle, est ambivalente : elle « peut autant être bénéfique qu'avoir goût du formol, qui vient tout autant donner une représentation qu'acter un désarmement et une dépossession ». Qu'est-ce que l'archive, qu'est-ce que la mémoire ? Déclinons.
- 21 Pour Gwen Fauchois, « l'archive ne saurait être envisagée sous le seul angle de la conservation du passé. [...] Derrière tout archivage, il y a toujours un projet, une fiction d'ordre et de désordre, une lutte de pouvoir ». La mémoire est, quant à elle, « avant tout une production, et une production politique. [...] La mémoire est réécriture, mais aussi d'emblée une écriture soumise aux enjeux contemporains, passés comme actuels, et aux interprétations ». La mémoire est aussi « une subjectivité et un mode d'action. Un puzzle fait de matérialité et de rapports de pouvoir ».

Figure 10



« Zap » (action militante spectaculaire) contre le Premier ministre Édouard Balladur à Matignon sur la toxicomanie, 9 février 1995. Diapositive conservée au Mucem, fonds Tom Craig (inv. Ph.2014.1.1774).

© Tom Craig / reproduction Mucem.

- 22 Qui construira les récits à partir des archives laissées, qui laissera des archives, qui sera « renvoyé à l'invisibilité ? », demande-t-elle. Gwen Fauchois propose alors d'explorer « ce que nous sommes de moins en moins nombreux à pouvoir raconter concrètement et à questionner : à savoir le rapport matériel d'Act Up-Paris à la mémoire ». Comment la mémoire était-elle pensée ? Comment intervenait-elle dans l'action de l'association ? La mémoire était un « moyen d'opposer trace à la disparition, de construire une continuité, un socle de références constamment disponibles pour les arrivants (la gestion de l'urgence imposant un manque de temps à consacrer à répéter les formations) et de faire irruption dans l'espace public y compris les mémoires officielles ». Pour Gwen Fauchois, dès le départ, Act Up avait « la préoccupation de penser l'histoire ». Archiver « faisait partie intégrale de l'action », permettait d'« assurer la cohérence et le suivi », comme « l'autoformation, la construction d'un discours et de savoirs », et enfin « l'autoévaluation des pertinences ».
- 23 Qu'est-ce qui était archivé ? Les innombrables textes : le journal *Action*¹⁷, les communiqués et la revue de presse, les nombreux comptes rendus de réunions, certains courriers, des vidéos, des photos, des t-shirts, des tracts, des affiches... Les militants donnaient à l'association des documents qu'ils avaient collectés à l'extérieur sur tel ou tel sujet, ils repartaient aussi avec des papiers : « La constitution de documentation était autoreverse. » Dans ce transfert à double sens, « de nombreux documents ont été perdus ». Mais au moins l'information circulait, et la mémoire vivait.
- 24 Dans ces deux interventions, Gwen Fauchois politise et souligne la complexité de la question de la mémoire, des archives et des traces, invitant à prêter attention aux effets de la patrimonialisation. Tout en témoignant, tout en rapprochant le plan de l'action et de sa documentation, elle se questionne et nous invite à le faire avec elle sur les

distorsions, les enjeux de pouvoirs et de représentation. Qu'est-ce qui est oublié ? La matérialité du rapport au politique, aux politiques ? Qui écrira cette histoire, qui entretiendra cette mémoire, écriture ou réécriture ? Quel est l'objet de la transmission ?

- 25 Pour prolonger cette réflexion, pour continuer à penser les archives, je me tourne alors vers l'un des trois cofondateurs de l'association, Didier Lestrade. Tom Craig me l'avait décrit comme « sensible aux archives et à la mémoire », ajoutant qu'il gardait des choses, voire qu'il gardait tout, parce que – ou en tant que – journaliste.

Penser les archives avec Didier Lestrade

- 26 Avant de quitter, en 2004, l'association qu'il a cofondée en 1989 avec Luc Coulavin et Pascal Loubet, Didier Lestrade publie, peu après les dix ans d'Act Up-Paris, sa version de l'histoire (Lestrade 2000). Dans l'introduction, il confie avoir « longtemps hésité à écrire ce livre », sentant que ce qui l'attachait « le plus à ce groupe reste peut-être précisément la perte de contrôle sur son histoire » (*op. cit.* : 18). Mais alors qui la contrôle ? Comment s'y prendre pour la raconter ? Comment honorer « la mémoire de ceux qui se sont dévoués à cette cause et de ceux qui sont morts » (*op. cit.* : 19) ? Sa version n'est pas « l'histoire intégrale » ; « l'histoire d'Act Up est une longue traînée de souffrance et de fierté » ; « aujourd'hui le groupe a dix ans et il ne tient qu'à vous, et non plus à nous, écrit-il, qu'il dure encore un peu plus longtemps » (*op. cit.* : 21). Désirs de transmission et de relève – alors qu'il alerte sur la fragilité de l'association. « Ce livre arrive donc peut être trop tard. Mais [...] il n'est jamais trop tard pour retrouver un certain sens de l'épopée. Nous pouvons toujours lancer de nouveaux ultimatums. Nous devons cultiver en nous la capacité à l'insurrection. [...] Nous devons faire en sorte que pas un *iota* de notre pouvoir ne soit perdu. » (*idem.*)

Figure 11



Manifestation inter-associative contre le sida, organisée le 2 avril 1995 dans la perspective des élections présidentielles. Photographie conservée au Mucem, fonds Tom Craig (inv. Ph.2014.1.1841).

© Tom Craig / reproduction Mucem.

- 27 Dix ans après son livre sur Act Up, Didier Lestrade publie sur le webzine *minorités.org* (aujourd'hui hors ligne), un long texte : « La mémoire gay disparaît (1) ». Passages choisis :

Tout le monde parle de mémoire gay. Tout le monde parle de sa beauté, de sa nécessité pour comprendre notre époque, pour cerner d'où nous venons, pour ne pas perdre nos souvenirs collectifs au fur et à mesure de l'avance de l'oubli. Mais cette mémoire gay se meurt en France. Lentement, parce que cet oubli facilite la vie de ceux qui nous dirigent. [...] En tant que fondateur d'Act Up-Paris et de *Têtu*, je possède des archives qui sont probablement uniques [...], de nombreux documents ramenés précieusement de New York, dès 1987. Je possède des extraits de l'histoire de ce groupe qui n'ont même pas été distribués ou photocopiés aux premiers membres de l'association [...]. Tous ces documents sont rangés chez moi dans des boîtes, année après année, thème par thème, avec des marques de Stabilo qui soulignent les éléments importants des comptes rendus internes qui racontent en détail le début de l'association, et ses conflits aussi. Il y a donc beaucoup de jeunes gays qui n'étaient pas nés alors que je collectionnais déjà tout ce que je trouvais sur Act Up et le sida. Si je meurs aujourd'hui, qu'en fera-t-on ? Ces boîtes en carton dorment chez moi, personne ne les consulte, personne ne les fait vivre. (Lestrade 2010.)

- 28 Dans la suite de cet article, il continue de s'interroger sur le devenir des documents dont il est le dépositaire : « Peut-on nous donner une adresse fiable pour léguer ce que nous avons amassé durant nos vies [...] ? Ou faut-il jeter tous ces papiers à la rue, comme cela se fait encore avec les milliers de gays qui sont morts du sida ou de mort naturelle, qui ont vu leurs souvenirs éparpillés par des familles qui ne voulaient pas garder de documents dont ils ne voyaient pas d'intérêt ? »
- 29 Le « problème des archives » évoqué par Tom Craig en ouverture ressurgit sous la plume de Didier Lestrade. Le thème de la disparition est ici articulé à un

questionnement sur les enjeux de transmission et de confiance : qui fera vivre les cartons, à qui laisser le contrôle de l'histoire, comment les archives pourraient-elles servir à cultiver notre capacité à l'insurrection ? Le co-fondateur de l'association n'a pas légué ses propres archives au GAD. Est-il réfractaire, est-il fétichiste ? Lors de la sortie en salle de *120 battements par minute*, Didier Lestrade explicitera son positionnement en écrivant : « Si tout le monde parle de transmission de l'activisme, où en sommes-nous du projet d'archives LGBT que la Mairie de Paris promet depuis presque deux décennies et qui reste au point mort ? Mes propres archives du début d'Act Up, je les lègue à qui ? Faudrait-il manifester devant l'Hôtel de Ville pour obtenir enfin un centre de documentation comme d'autres villes européennes en disposent ? » (Lestrade 2017.)

- 30 Entre 1997 et 2017, entre le moment de la création du GAD et celui de la sortie du film *120 battements par minute*, un autre mouvement de réflexion lié à des formes de patrimonialisation s'est développé au sein d'Act Up-Paris. Or, comme l'a justement pointé Gwen Fauchois, la patrimonialisation n'est pas dénuée d'ambivalence : qu'un groupe contestataire transmette à l'État les traces matérielles de ses combats traduit tout autant un acte de reconnaissance, qu'une forme de dépossession ou de désarmement. Serait-ce là une nouvelle (ou une contre-) révolution, décidée sous la contrainte, pour l'association et ses archives ?

Figure 12



Action organisée par Act Up-Paris pour dénoncer l'homophobie de Jean Tiberi devant l'hôtel de ville de Paris, dans le contexte des élections municipales, le 16 juin 1996. Diapositive conservée au Mucem, fonds Tom Craig (inv. Ph.2014.1.1001).

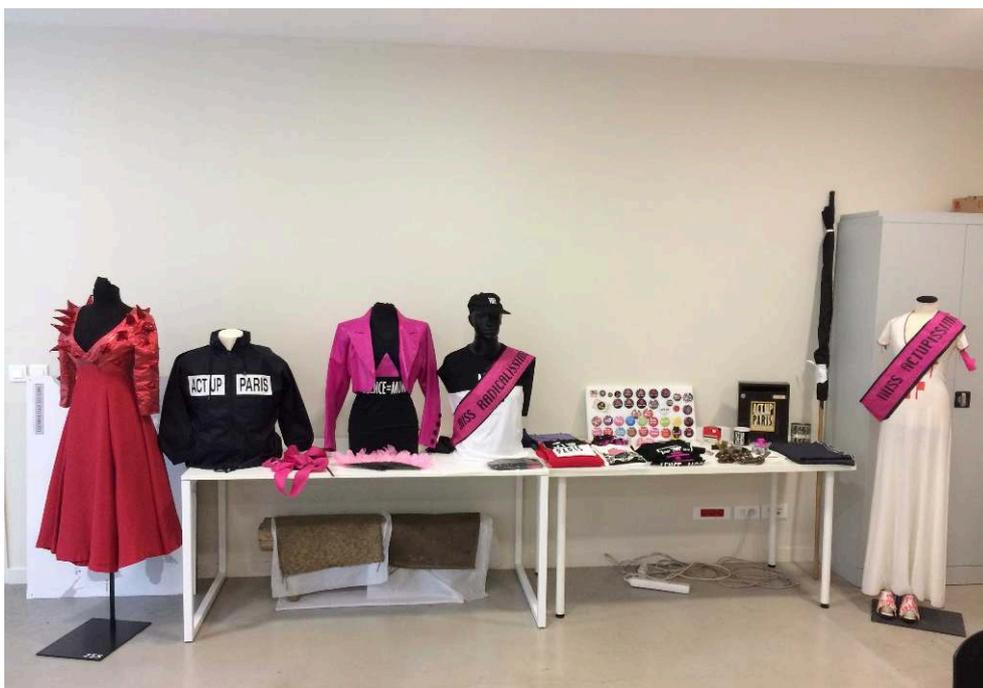
© Tom Craig / reproduction Mucem.

Act Up en crise : le transfert des archives du GAD aux Archives nationales

- 31 En décembre 2013, Act Up-Paris publie sur son site Internet un article dont le titre prend la forme d'une question : « Les assos se cachent pour mourir¹⁸ ? » Ce texte alerte sur la baisse chronique des financements publics et privés aux associations de lutte contre le sida et sur ses conséquences directes pour Act Up-Paris : réduction drastique de la masse salariale et des activités de prévention et d'information, perspective d'un déménagement prochain du local « historique » pour un espace nettement moins spacieux.
- 32 Le 23 juin 2014, sur le site d'information LGBT+ *Yagg*, Yves Grenu, ancien responsable du « Groupe Archives et Documentation » d'Act Up-Paris¹⁹, raconte comment a été prise la décision de transférer les archives d'Act Up-Paris aux Archives nationales.
- 33 La situation financière difficile et le déménagement imposé ont amené le groupe « par l'intermédiaire de son archiviste, à prendre une décision capitale pour les archives de l'association » (Grenu 2014). Parce qu'il y avait menace, parce qu'il y avait crainte et incertitude : « En cas de dissolution d'Act Up-Paris, que deviendraient les 35 m³ d'archives de 25 ans de lutte contre le sida ? » L'auteur souligne « qu'à défaut d'avoir un centre d'archives LGBT digne de ce nom à Paris, l'alternative du dépôt des archives d'Act Up-Paris [aux Archives nationales] est une aubaine ». Une aubaine, car tout en restant – à l'époque – « propriétaire de ses archives²⁰ », Act Up voit assurés par l'institution patrimoniale leur classement, leur conservation, leur « diffusion et bien entendu la pérennité ». L'ancien responsable du GAD ajoute que ce transfert a un autre intérêt, plus symbolique, lorsqu'il mentionne que « les Archives nationales font preuve d'un esprit d'ouverture en réalisant l'intérêt sociétal que représentent ces archives de la lutte contre le sida et – on peut le dire aussi – LGBT ».
- 34 Dans un article paru en été 2016, Catherine Mérot et Patrice Triboux, conservateurs aux Archives nationales, soulignent l'ampleur du travail mis en œuvre à la réception du contenu du GAD en janvier 2014 : plusieurs membres du personnel ont été mobilisés pendant plus d'un an, pour « assurer le traitement matériel et intellectuel d'un fonds de près de 150 mètres linéaires », ce traitement ayant débouché sur l'élaboration et la mise en ligne d'un instrument de recherche spécifique²¹. « Cet effort considérable » est « justifié par l'importance de l'association depuis 1989, sur le front de la lutte contre le sida et dans les luttes sociales pour la défense et la reconnaissance de la population LGBTI, la défense de populations fragilisées comme les étrangers et les personnes en détention, mais également l'action sur le plan international, notamment dans les pays en voie de développement. » (Mérot & Triboux 2016.)
- 35 Dans un entretien accordé au journal *Archimag*, pour un article cette fois axé sur le rôle des Archives nationales dans la « sauvegarde » du « patrimoine archivistique » LGBT, Patrice Triboux admet que bien que « les fonds d'archives privés relatifs au mouvement gay et lesbien français conservés par des centres d'archives publiques ou autres institutions publiques [soient] assez peu nombreux, voire rares, [...] depuis 2012, les Archives nationales sont parvenues à collecter un certain nombre de sources, dont certaines sont majeures, pour la connaissance et la compréhension du mouvement gai et lesbien français, dont l'histoire de la lutte contre le sida constitue l'un des éléments. » (Jost 2015.)

- 36 Revenant sur le transfert des archives d'Act Up-Paris à son institution, il rapporte que « cette collecte s'inscrit dans le projet scientifique, culturel et éducatif des Archives nationales au titre de la connaissance et de la sauvegarde du patrimoine archivistique des nouveaux mouvements sociaux de la France contemporaine », en précisant que ceux-ci « théorisés par Deleuze, Guattari ou Foucault [...] trouvent une communauté d'approche dans les nouveaux moyens de résister et les "nouveaux modes d'existence" en marge de l'appareil d'État, des syndicats et partis politiques traditionnels » (*idem*).

Figure 13



Installation d'une sélection d'objets d'Act Up-Paris proposés à l'acquisition, salle des commissions du Centre de conservation et de ressources du Mucem, 16 octobre 2018. Sur un total de 466 objets, seuls 266 ont franchi l'étape de l'évaluation patrimoniale en entrant dans les collections du Mucem.

© Renaud Chantraine.

- 37 Le choix du transfert du contenu du GAD²² aux institutions nationales²³ soulève une série d'interrogations. Initialement conçue comme un outil utilisé dans le rapport de force avec les pouvoirs publics, l'archive a-t-elle, avec le temps, changé de nature ? Le travail militant a-t-il changé, dans sa matérialité, de supports avec la généralisation du numérique ? Act Up-Paris a-t-elle changé de « logiciel », s'éloignant de la politique d'autonomie des premières années ? Le cadre symbolique des Archives nationales ne participe-t-il pas de « l'appareil d'État », sachant que sa vocation première est précisément d'en conserver la mémoire ? L'ouverture de l'institution à ces nouveaux patrimoines archivistiques est-elle une forme de révolution ? N'y a-t-il pas un paradoxe à attendre de ses agents qu'ils assurent la « transmission de l'activisme » ?
- 38 Je conclurai sur une citation qui ne règle pas ces questions et ces paradoxes. Lors d'un entretien mené avec Didier Lestrade²⁴, celui-ci a ainsi réagi au transfert des archives d'Act Up-Paris aux institutions :

J'étais content qu'ils le fassent avant qu'il ne soit trop tard. [...] Je crois que pour eux c'était une question de survie [...]. À un moment, je me suis posé la question du bien-fondé de la direction du truc, mais franchement, moi, à partir du moment où

c'est des grandes boîtes comme ça, je leur fais confiance. [...] Je crois que c'est une prison dorée, je ne crois pas que ça va être mis en valeur, mais, pour moi, déjà l'idée de prison dorée pour une archive... c'est quelque chose d'important. Ça veut dire : ça part pas à la poubelle, c'est protégé.

- 39 Pour autant, Didier Lestrade n'a pas, tout comme d'autres militants de l'association²⁵, souhaité transmettre aux Archives nationales le fonds personnel qu'il a constitué au fil des années.

BIBLIOGRAPHIE

ABRIOL Stéphane & LOUX Françoise, 2002/3, « La place du sida dans un musée de société », *Musées et collections publiques de France*, n° 237, p. 6-41.

ABRIOL Stéphane *et al.*, 2021, « Que fait le VIH/sida au musée ? », in BROQUA Christophe, ABRIOL Stéphane, CHANTRAINE Renaud *et al.*, *VIH/sida, l'épidémie n'est pas finie*, cat. expo, Marseille, Paris, Mucem, Anamosa, p. 12-19.

BOUCHET Joëlle, 1992, *J'accuse médecins et politiques*, Paris, Éditions de Magrie, coll. « Les Nuées volantes ».

BROQUA Christophe, 2005, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique. Domaine Sociétés en mouvement ».

CHANTRAINE Renaud, 2021, « La mémoire en morceaux. Une ethnographie de la patrimonialisation des minorités LGBTQI et de la lutte contre le sida », thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, École des hautes études en sciences sociales.

CHANTRAINE Renaud, MOLLE Florent & MUSSO Sandrine, 2019, « AIDS Politics of Representation and Narratives: A Current Project at the Museum of European and Mediterranean Civilizations (Mucem) in Marseilles, France », *Oncurating*, n° 42, p. 206-218. Disponible en ligne, <https://www.on-curating.org/issue-42-reader/aids-politics-of-representation-and-narratives-a-current-project-at-the-museum-of-european-and-mediterranean-civilizations-mucem.html> [lien valide en décembre 2022].

CHENU Caroline & MOLLE Florent, 2020, « Act Up-Paris dans les collections du Mucem », *La Revue des musées de France*, n° 4, p. 80-91.

CHÉMERY Valentin *et al.*, 2018, « Mémoire vive. Politique et sida dans "120 battements par minute" ». Entretien avec Philippe Mangeot », *Vacarme*, n° 82, p. 104-115.

CRAIG Tom, 2021, « J'ai voulu capter cette ambiance de tristesse et de colère », in BROQUA Christophe, ABRIOL Stéphane, CHANTRAINE Renaud *et al.*, *VIH/sida, l'épidémie n'est pas finie*, cat. expo, Marseille/Paris, Mucem, Anamosa, p. 52-58.

GRENU Yves, 2014, « Les Archives nationales, une aubaine pour Act Up-Paris », *Yagg*, 23 juin. [En ligne] <https://www.komitid.fr/2014/06/23/les-archives-nationales-accueillent-les-archives-dact-up-paris/> [lien valide en décembre 2022].

JOST Clémence, 2016, « Archives LGBT : comment les Archives nationales participent-elles à leur sauvegarde ? », *Archimag*, 6 janvier. [En ligne] <https://www.archimag.com/archives-patrimoine/2016/01/06/archives-lgbt-archives-nationales-sauvegarde> [lien valide en décembre 2022].

LESTRADE Didier, 2000, *Act Up, une histoire*, Paris, Denoël, coll. « Impacts ».

MÉROT Catherine & TRIBOUX Patrice, 2016, « Les archives de l'association Act Up : une source de premier ordre », *Mémoire d'avenir*, n° 23, juillet-septembre, p. 5.

NOTES

1. Cet article est issu d'une série d'enquêtes autour des enjeux d'archives, de mémoires et de patrimonialisation des minorités LGBTQI et de la lutte contre le sida, menées entre 2016 et 2021 dans le cadre d'une thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, soutenue à l'EHESS en novembre 2021. Voir Chantraine (2021).
2. Sur l'histoire d'Act Up-Paris, voir Broqua (2005), Lestrade (2000).
3. Sur le fond donné au Mucem, voir Craig & Molle (2021).
4. Philippe Mangeot entre à Act Up-Paris en 1990 ; il en sera président de 1997 à 1999. Il quitte l'association en 2003.
5. Act Up-Paris, Rapport d'activité (1997-1998). Consulté aux Archives nationales (Cote : 20140474/27).
6. Claire Vannier devient secrétaire générale d'Act Up-Paris lors de la présidence de Philippe Mangeot (1997-1999). Elle restera au GAD environ un an et demi, avant que Sabrina Garnier ne prenne le relai, au moment où la première devient vice-présidente de l'association. Notre entretien se déroule par téléphone le 1^{er} août 2020.
7. À cette époque, les locaux d'Act Up-Paris se situaient au 45, rue Sedaine, dans le 11^e arrondissement à Paris. L'association déménagera en juillet 2014 dans un espace bien plus petit au 8, rue des Dunes, dans le 19^e.
8. Notre entretien a lieu à Paris le 25 avril 2019.
9. Certains de ces objets ont été donnés, entre 2002 et 2005, au musée national des Arts et Traditions populaires dans le cadre de l'enquête-collecte dirigée par Françoise Loux et Stéphane Abriol sur « L'Histoire et les mémoires de la lutte contre le sida ». Sur ce point voir Abriol & Loux (2002) ; Chantraine, Molle & Musso (2019) ; Abriol *et al.* (2021).
10. La transcription est disponible en ligne : http://mediatheque.lecrips.net/doc_num.php?explnum_id=663 [lien valide en décembre 2022].
11. Le musée a fermé ses portes en 2005. Ses collections ont été transférées au Mucem à Marseille, ouvert en 2013.
12. En 1992, Emmanuelle Cosse rejoint Act Up-Paris, où elle occupe les fonctions de trésorière, vice-présidente, puis succède à Philippe Mangeot à la présidence de 1999 à 2001.
13. Créé en septembre 2017 à l'initiative d'Act Up-Paris, ce collectif milite pour la création d'un centre d'archives LGBTQI communautaire et autonome à Paris.
14. Podcast « Le Feuilleton des luttes », épisode 4 réalisé par Nathalie Harran, enregistrement du 14 avril 2019. [En ligne] <https://podcast.ausha.co/la-fievre-annonce/le-feuilleton-des-luttes-episode-4-gwen-fauchois> [lien valide en décembre 2022].
15. Je remercie Gwen Fauchois de m'avoir transmis le texte sur lequel elle s'est appuyée pour sa communication. Les passages cités proviennent de ce document.
16. Sur la fabrique et les effets du film, voir Chémery *et al.* (2018).
17. *Action* est le nom de la lettre mensuelle d'Act Up-Paris, dont le premier numéro paraît en juillet 1991.

18. En ligne : <http://site-2003-2017.actupparis.org/spip.php?article5325> [lien valide en décembre 2022].
19. Yves Grenu a été responsable du Groupe « Archives et Documentation » d'Act Up-Paris de 2008 jusqu'à sa démission en 2014.
20. Le dépôt initialement convenu (décembre 2013) s'est transformé en don en juillet 2015, Act Up-Paris perdant de ce fait la propriété de ses archives.
21. Voir https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/rechercheconsultation/consultation/ir/consultationIR.action?irId=FRAN_IR_050813 [lien valide en décembre 2022].
22. Ce transfert a d'ailleurs entraîné sa dissolution.
23. Le Mucem a acquis en 2018 un lot de 266 objets venant d'Act Up-Paris, les Archives nationales ne pouvant conserver les objets les plus volumineux. Voir sur ce point Chenu & Molle (2020).
24. Cet entretien a lieu à Paris le 6 décembre 2018.
25. Je pense ici à Joëlle Bouchet, ancienne militante d'Act Up-Paris particulièrement engagée dans le cadre de l'affaire du sang contaminé. Sur son combat de mère d'un fils hémophile contaminé, voir Bouchet (1992).

RÉSUMÉS

Un peu moins de dix ans après sa création et au lendemain de l'arrivée des trithérapies, Act Up-Paris, association de lutte contre le sida issue de la communauté homosexuelle, se dote en 1997 d'un groupe interne dédié à la gestion de ses archives et autres ressources documentaires. Enquêter sur le dispositif mis en place par ce groupe amène à réfléchir aux différentes fonctions que peuvent revêtir l'archivage et la mémoire en contexte militant.

L'Archive est une mémoire des morts, le lieu centralisant les traces d'actions passées qui témoignent des rapports de force face aux pouvoirs publics, espace d'apprentissage pratique et politique, facteur de continuité et de transmission entre générations. Jusqu'à ce que ce processus d'accumulation ne devienne un véritable « problème »... matériel. En 2013, Act Up-Paris est placée en redressement judiciaire. Face à la menace de sa disparition, le choix est fait de confier ses archives aux institutions étatiques. Or, ce sauvetage patrimonial n'est pas dépourvu d'ambivalence quant à son sens et à ses effets. Revenir aux manières de concevoir l'archive et la mémoire des militants et militantes d'Act Up-Paris permet justement de percevoir, au fil du temps, les transformations et les tensions dans lesquelles elles sont prises.

In 1997, a little less than a decade after its founding, and just after the arrival of triple combination therapies, Act Up-Paris, an association created within the homosexual community to fight against AIDS, created an internal group for the management of its archives and other documentary resources. Investigating the set-up developed by the group raises questions about the different functions archiving and memory can serve in an activist context.

The Archive became the memory of the dead, a place centralizing the traces of past actions that expressed the power relations with public authorities, a space for practical and political education, and a factor of continuity and inter-generational transmission. At least until this process of accumulation became a real material 'problem'. In 2013, Act-Up Paris was near bankruptcy. Faced with the threat of its disappearance, the association chose to transfer its archives to public institutions, but the meaning and impact of this rescue of a cultural heritage remain ambivalent. Reviewing the ways the archive and the memory of the activists of Act-Up

Paris were conceived allows us to perceive the transformations and tensions accompanying them over time.

INDEX

Mots-clés : lutte contre le sida, archives associatives, transmission de l'activisme, fonctions et usages de la mémoire, ambivalence de la patrimonialisation

Keywords : fight against AIDS, community archives, transmission of activism, functions and uses of memory, ambivalence of heritage creation

AUTEUR

RENAUD CHANTRAINE

Postdoctorant en anthropologie au SESSTIM (Marseille) ; Sidaction *Fellow*
rchantraine@free.fr